



Arguments

Une hypothèse de croissance de 2,5%, c'est réaliste

8 avril 2011

1. C'est l'hypothèse du gouvernement, alors qu'il mène une politique franchement défavorable à la croissance

- L'hypothèse de croissance de 2,5% à l'horizon 2013, retenue pour le chiffrage du projet socialiste, est tout à fait réaliste. Elle correspond à celle du gouvernement dans le **projet de loi de finances pour 2011** et à celle du **cadre budgétaire** pour les années à venir.
- Pourtant, **la politique de Nicolas Sarkozy a cassé toute dynamique de croissance**. Alors qu'une politique de relance de l'offre et de la demande était (et demeure) nécessaire, **il a ajouté de la crise à la crise** en menant une **politique d'austérité**, en laissant **augmenter le nombre de chômeurs** et en oubliant ses promesses de campagne concernant le **pouvoir d'achat** ou la rémunération du travail.
- Au contraire, les mesures que nous mettrons en place après 2012 auront **un effet de relance à court terme** et permettront **d'améliorer notre potentiel de croissance** à moyen et long terme. Pour mémoire, entre 1997 et 2002, avec le gouvernement Jospin, la France a connu des taux de croissance de 3% en moyenne.

2. Nous engagerons des mesures d'urgence pour soutenir le pouvoir d'achat et dynamiser la consommation, principal moteur de la croissance

- **La création de 300.000 emplois d'avenir créera un choc de confiance** à court terme. Ce sera un gain de pouvoir d'achat important pour les jeunes concernés et pour leurs familles, qui n'auront plus à les prendre en charge.
- Nous assurerons une **progression régulière des salaires**, en organisant une conférence salariale annuelle et en procédant au rattrapage du SMIC.
- **Améliorer le pouvoir d'achat, c'est aussi limiter les dépenses contraintes des ménages**. C'est pourquoi nous agirons prioritairement sur les factures logement par un encadrement des loyers à la première location et à la relocation dans les zones de spéculation immobilière, ainsi que sur la facture énergétique par une taxation des superprofits des groupes pétroliers pour financer des aides à l'isolation, développer les énergies renouvelables et mettre en place d'une tarification progressive selon les usages : des tarifs accessibles à tous pour les consommations de base, des tarifs plus élevés pour les consommations de confort (eau, gaz et électricité).

3. Nous redynamiserons l'investissement productif et renforcerons l'activité industrielle

- **Notre pays souffre d'un déficit d'investissement** qui nuit à notre potentiel de croissance. La droite et une partie du patronat ont engagé la France dans une course à la compétitivité « low-cost » (moins de règles, moins de salaires, moins de droits sociaux, moins d'investissements) destructrice pour notre système productif et très défavorable à une croissance durable.
- **Nous proposons au contraire une vraie politique de compétitivité, fondée sur l'innovation, la qualification de la main d'œuvre, la qualité de nos infrastructures.**
- Nous créerons **une banque publique d'investissement** qui aura pour mission de reconstruire **une politique industrielle ambitieuse**, car il n'y a pas d'économie forte sans industrie forte. L'accent sera mis sur les PME et les établissements de taille intermédiaire, et sur les secteurs d'avenir et stratégiques.
- Nous réorienterons **l'épargne et la fiscalité vers l'investissement productif**, en modulant l'impôt sur les sociétés en fonction du réinvestissement des bénéfices ou de leur distribution sous forme de dividendes, en recentrant le crédit impôt recherche vers les PME et les industries, en ciblant les exonérations de cotisations sociales sur les PME, etc.

Avec les mesures que nous proposons pour redynamiser la consommation et relancer l'investissement, l'hypothèse de croissance à 2,5% est réaliste. Au contraire, la poursuite de la politique économique, budgétaire et sociale du gouvernement la rendrait...très hypothétique.